

Rapport Mons/Charvet : des annonces durant l'été ?

Le 28 mai dernier, le ministère devait rendre public le rapport issu de la mission Mons/Charvet. La seule annonce a consisté à reporter toute communication à la fin du mois de juin !

Le ministère a donc adopté ouvertement une stratégie qui consiste à différer les décisions afin d'empêcher la mobilisation des personnels, d'éviter de rendre des comptes aux usagers sur ce qui consistera en un démantèlement du service public. Le personnel n'est pas dupe et n'attendra pas pour se mobiliser car les remontées des académies laissent présager du contenu du rapport.

Certains rectorats devançant les conclusions du rapport et mettent en place ou préparent une nouvelle carte cible des CIO :

- A Orléans-Tours et à Toulouse, le principe du maintien d'un seul CIO par département a été confirmé par le rectorat aux élus du SNES-FSU.

- Dans l'académie de Nancy-Metz, les PsyEN du CIO de Briey ont découvert fortuitement que la mairie qui les héberge a prévu leur déménagement pour fin juin ! Le rectorat, pourtant prévenu, n'avait pas jugé utile d'informer l'équipe du CIO !

- Des **pressions** commencent à se faire jour **auprès des directeurs.trices de CIO** en leur présentant le travail pour la région comme obligatoire (Nouvelle Aquitaine). **Ce que la loi ne prévoit pas !**

- Dans de nombreuses académies, la **chasse aux postes de personnels administratifs** s'est focalisée sur les CIO, fragilisant délibérément l'accueil et le fonctionnement du service.

Partout, il semble que le scénario envisagé soit un relogement des équipes dans un lycée. Les PsyEN d'Argentan ont même reçu un arrêté d'affectation dans un lycée de leur secteur (ce qui ne respecte pas le statut) alors que le proviseur n'était même pas au courant !!

Dans les **DRONISEP**, les personnels continuent d'être maintenus par la hiérarchie dans l'ignorance totale de ce qu'ils deviendront et de ce que seront leurs missions... La seule certitude, c'est que les **négociations entre le MEN et les régions vont bon train** sur le volume des supports budgétaires (ETP) qui seront transférés.

Il est donc clair que la stratégie du ministère vise à avancer dans les académies et à ne rien annoncer pour contourner les organisations syndicales et faire entrave à toute mobilisation.

Détrompons-le !

Soyons tous à Paris le 18 juin pour dénoncer ces manœuvres et peser significativement sur les décisions prochaines du ministère !

